

## **Le rôle de la PME dans la croissance économique en Algérie : Etat des lieux.**

**AMZAL-MEHDI Fouzia**

Université de Bejaia, LED-Algérie

fouzia.amzal@univ-bejaia.dz

### **Résumé :**

La création des PME devient alors un levier privilégié des politiques économiques algériennes suite aux difficultés rencontrées par la grande entreprise publique pour faire face aux besoins économiques et sociaux qui deviennent de plus en plus grandissants. Le recours aux entreprises de taille réduite est devenu une nécessité pour l'économie algérienne. À travers ce papier, nous avons essayé d'analyser la contribution des PME à la croissance économique en Algérie. A cet effet, nous adoptons pour une analyse macroéconomique basée sur les statistiques publiées par le ministère chargé des PME dans les différents bulletins d'information statistique de la PME.

**Mots clés :** PME, croissance économique, valeur ajoutée.

### **Abstract :**

The creation of SMEs then becomes a privileged lever of Algerian economic policies following the difficulties encountered by the large public company to meet the economic and social needs which are becoming more and more growing. The use of small businesses has become a necessity for the Algerian economy. Through this paper, we have tried to analyze the contribution of SMEs to economic growth in Algeria. To this end, we adopt for a macroeconomic analysis based on the statistics published by the ministry in charge of SMEs in the various statistical information bulletins of the SME.

**Keywords :** SMEs, economic growth, added value.

### **Introduction**

De manière générale, les PME contribuent à la croissance économique et sociale, elles ont un rôle vital dans la lutte contre le chômage et à la stabilité sociale et dans le développement des activités économiques du secteur privé dans son ensemble (GEM, 2020), (OCDE, 2020). Les petites et moyennes entreprises (PME) jouent un rôle crucial dans l'économie mondiale. Les PME formelles contribueraient à hauteur de 45% à l'emploi total et jusqu'à 33% au revenu national des économies émergentes, et ces chiffres sont revus à la hausse si l'on prend en compte les PME informelles. (Le Bureau International du Travail, 2015)

Plusieurs études ont traité l'importance du rôle des PME. Ces dernières contribuent à la stimulation de la croissance économique à travers leur rôle économique et social. De plus, les PME jouent un autre rôle dans la croissance économique à travers l'amélioration de la compétitivité et la richesse d'un pays (Dobbs, M., & Hamilton, R. T., 2007).

Il s'y ajoute à cela que, les PME sont perçues comme les plus innovantes que les grandes entreprises (Wang, H., Feng, J., Zhang, H., & Li, X., 2020) (Zoppelletto, A., Bullini Orlandi, L., & Rossignoli, C., 2020). Ainsi, pour d'autres auteurs, les PME sont perçues comme l'un des facteurs clés de l'innovation et de la recherche et développement au sein des pays (Davicik, N. S., Cardinali, S., Sharma, P., & Cedrola, E., 2021).

L'économie algérienne connaît de profonds bouleversements depuis la fin des années 80 avec l'avènement de l'économie de marché et les changements intervenus au niveau des dispositifs institutionnels d'accompagnement. C'est au début des années 90, que les PME algériennes reviennent sur la scène économique. La prédominance de grande entreprise est remise en cause à la faveur de la petite entreprise. La création des PME devient alors un levier privilégié des politiques économiques algériennes suite aux difficultés rencontrées par la grande entreprise publique pour faire face aux besoins économiques et sociaux qui deviennent de plus en plus grandissants. Le recours aux entreprises de taille réduite est devenu une nécessité pour l'économie algérienne.

Dans l'objectif de réduire la dépendance de l'économie algérienne vis-à-vis des fluctuations du prix du pétrole, les pouvoirs algériens ont opté pour la relance économique du secteur hors hydrocarbures qui s'est traduit par une série de réformes pour la mise à niveau et la promotion des petites et moyennes entreprises.

Ce papier a pour objectif l'analyse de la contribution des PME à la croissance économique en Algérie. En d'autres termes, notre contribution tente de répondre à la question suivante : quel est le rôle de la PME dans la croissance économique en Algérie ?

Afin d'apporter des éléments de réponse à cette question, nous avons opté pour une analyse macroéconomique à travers l'analyse des différentes données statistiques. Nous avons scindé ce papier en six parties. La première partie est consacrée à l'analyse de la revue de littérature relative au lien entre la PME et la croissance économique. Dans une seconde partie est réservée à la présentation de l'évolution des PME en Algérie. Dans une troisième est consacrée aux généralités des PME en Algérie. Dans une quatrième partie avait pour objet l'analyse de la contribution de la PME à la croissance économique en Algérie. Dans une cinquième et sixième partie sont consacrées aux caractéristiques et les contraintes liées au développement des PME en Algérie.

## **1- Revue de littérature : PME et croissance économique**

Initialement, les économistes classiques et néoclassiques s'intéressaient à la maximisation des profits qui favorise la croissance économique quelle que soit la taille de l'entreprise et ils donnaient plus d'importance à la grande entreprise. Ce n'est que vers le début des années 80, que les politiques de relance sont devenues inefficaces et elles présentaient des insuffisances. Ces dernières s'expliquaient principalement par la faiblesse des taux de croissances, le chômage et l'inefficacité de la grande entreprise.

Cependant, les nouvelles théories du développement économiques ont donné plus d'importance à la promotion de la PME et affirmaient que celle-ci est mieux placée pour résoudre les problèmes qui se posent aux économies actuelles nécessitant plus de souplesse et de flexibilité et d'adaptation.

Ces dernières décennies, de nombreuses études ont traité le rôle de la PME et sa contribution à la croissance économique du pays. Dans son analyse, (Lecture. M., 1996) a conclu que la contribution des PME à la croissance économique se fait essentiellement par le renouvellement des effectifs des PME. (Gebremarian. G.H., Gebremedhin. T.G. et Jackson. R.W., 2004) ont

analysé l'impact des PME sur le taux de croissance économique et sur l'incidence de la pauvreté en Virginie occidentale. Ils ont démontré qu'il y a un lien positif entre le développement du secteur des PME et la croissance économique.

En 2004, une enquête a été menée par l'OCDE sur l'étude des caractéristiques des PME et leur contribution au développement. Dans les résultats obtenus de cette étude, il ressort que les PME génèrent plus de 55% du PIB et plus de 65% du nombre total d'emploi dans les pays à revenu élevé. Les PME et les entreprises du secteur informel réalisent plus de 60% du PIB et plus de 70% du nombre total d'emplois, dans les pays à faible revenu, et plus de 95% du nombre total d'emploi et environ 70% du PIB dans les pays à revenu intermédiaire.

En 2015, l'enquête menée par la Conférence Internationale du Travail lors de sa 104e session, a effectué une analyse sur le rôle des PME au regard de l'emploi, de la croissance économique et sur les difficultés qu'elles confrontent. Les résultats empiriques ont démontré que, les PME sont un véritable moteur de la création d'emplois, mais leur productivité et leurs salaires sont inférieurs à ceux des grandes entreprises. De même, cette étude a montré également une corrélation significative entre la création des PME et la croissance économique. (Kerzabi D, Kerzabi Z. S, Tayebi A, 2019).

En effet, de nombreuses études qualitatives et quantitatives ont été menées sur les PME algériennes, qui ont essayé de démontrer le rôle crucial de celles-ci dans le développement de l'économie algérienne en matière d'emploi et de croissance (Gharbi. S, 2011) (Kadri. M, 2013) (SI LEKHAL, KORICHI, ABOUSSA, 2013) (Badri. A, 2015).

## **2-Evolution des PME en Algérie :**

A partir de 1962, plusieurs entreprises algériennes ont vu le jour sous un modèle de croissance basé sur l'autogestion. Durant la même période, l'Algérie a opté pour un modèle de développement inspiré de l'économie marxiste, qui consistait à mettre en place une économie dirigée et planifiée par l'Etat.

Durant cette époque, les objectifs avoués étaient de consolider l'indépendance politique par la constitution d'une économie nationale performante à travers les investissements de l'Etat d'une part ; et d'augmenter le niveau de vie des citoyens algériens par la réalisation de plusieurs équipements publics (hôpitaux, écoles, universités, routes,...etc.). Ainsi, la mise en œuvre de cette politique a nécessité la réalisation de plusieurs plans triennaux, quadriennaux et quinquennaux.

### **2-1-La PME algérienne dans le contexte de l'économie planifiée :**

Au début des années 1960, l'Algérie a adopté un modèle de développement basé sur l'industrie comme force motrice de l'économie qui était administrée par l'Etat. En 1963, le premier code des investissements a été promulgué ayant pour finalité principale de rétablir les différentes instabilités de l'environnement algérien d'après la guerre, mais qui n'a pas eu de véritables effets sur l'investissement privé en termes de développement du secteur des PME.

Suite à cet échec, un autre code des investissements a été mis en place en 1966, qui a tenté de donner un rôle plus important au secteur privé dans le développement économique en Algérie,

tout en prévoyant le rôle monopolistique de l'Etat sur les secteurs stratégiques du pays. Ce code a donné également naissance à la Commission Nationale des Investissements « CNI », qui permettait la délivrance de l'agrément pour tout projet d'investissement privé.

En effet, les pouvoirs publics algériens ont mis en place, par la suite, une loi en 1982, qui a essayé d'intégrer davantage le secteur privé dans la dynamique de l'économie planifiée nationale. Cependant, cette loi est marquée par plusieurs réticences dans la mesure où le choix d'activité est resté toujours limité ainsi que l'accès aux financements bancaires était borné selon la volonté de l'Etat.

## **2-2-La PME algérienne dans le contexte de l'économie de marché :**

A partir de 1988, l'Algérie a connu une phase de transformation de son économie, marquée par son passage à l'économie de marché, ce qui l'a conduit à établir des relations avec les institutions internationales tels que le FMI et la Banque Mondiale dans l'objectif d'atténuer la crise d'endettement extérieur et aux effets du choc pétrolier (la chute des prix du pétrole en 1986).

L'Etat algérien a décidé de libérer l'économie algérienne à travers l'introduction de la loi de 1988, qui a libéré le volume des investissements, autorisé un ensemble d'avantages financiers (les financements extérieurs, fiscaux et fonciers) et institué les chambres de commerce pour développer le secteur privé en Algérie.

De ce fait, l'assouplissement de la législation a été entamé graduellement jusqu'à l'autorisation des investisseurs étrangers a été mis en place à partir de 1990 à travers la loi n°90-10 du 14/04/1990 relative à la monnaie et au crédit, puis le Décret n°91-37 de la 19/02/1991 portant libéralisation du commerce extérieur.

Le mécanisme de réforme a abouti à la concrétisation de l'investissement local et étranger par l'adoption du Décret législatif de 05/10/1993 relatif à la promotion de l'investissement, qui a porté essentiellement sur la liberté d'investir, l'égalité entre les promoteurs nationaux et étrangers, ainsi que la création d'une Agence de Promotion, de Soutien et Suivi des investissements.

Les lourdeurs administratives et l'ensemble des contraintes liées à la gestion du foncier industriel, entre autre, ont rendu le dispositif presque inopérant. De ce fait, les autorités algériennes ont promulgué en 2001 l'ordonnance relative au développement de l'investissement (n°01-03 du 20/08/2001) et la loi d'orientation sur la promotion de la PME.

Cette loi a défini certaines mesures facilitant les procédures administratives pour les entreprises privées, elle comporte des dispositions générales sur la définition de la PME, la politique d'aide et de soutien de l'Etat. Il s'y ajoute, dans ce même ordre d'idées, la création du Conseil National de l'Investissement (CNI), le Fonds d'Appui à l'Investissement (FAI) et la mise en place d'un Guichet Unique, sous forme d'une Agence Nationale de Développement de l'Investissement (ANDI).

Le tableau suivant résume l'ensemble des réformes engagées par les pouvoirs publics afin d'encourager le secteur privé en Algérie :

**Tableau 01 : Les organismes impliqués dans la promotion et l'appui des PME. (AMARI S.E.S, Sadouki G, 2021)**

<b>Organisme</b>	<b>Date de création/ Objectif</b>
Le Comité d'Assistance pour la Localisation et la Promotion des Investissements (CALPI)	Créé en 1993.
L'Agence de Promotion et de Soutien de l'Investissement (APSI)	Créée en 1994.
L'Agence de Développement Social (ADS)	Créée en 1994.
L'Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes (ANSEJ)	Créée en 1996.
L'Agence Nationale de Développement de l'Investissement (ANDI)	Créée en 2001.
L'Agence Nationale de Gestion des microcrédits (ANGEM)	Créée en 2004.
La Caisse Nationale d'assurance chômage (CNAC)	Créée en 2004.
Le Fonds de Garantie des crédits des PME (FGAR)	Créé le 11/11/2002. Son objectif est de garantir les investissements dans le secteur de la PME en matière de création d'entreprise ; de rénovation des équipements, d'extension d'entreprise.
Le Conseil National Consultatif pour les PME (CNC-PME)	Créé en 2003 et dont la principale fonction est la concertation.
La Caisse de Garantie des Crédits à l'Investissement des PME (CGCI-PME)	Mise en place décidée en 2004 ; c'est un organisme, qui est venu en renfort au FGRA.
L'Agence Nationale de Développement de la PME (ANDPME)	Créée par décret exécutif n° 05 -165 du 3 Mai 2005. Sa mission principale est la mise en œuvre du programme de mise à niveau. L'agence examine les demandes des entreprises désireuses de bénéficier du programme de mise à niveau et d'octroyer des primes à la mise à niveau.
Les pépinières d'entreprises (BENZOHRA B)	Ce sont des structures d'accueil et de développement des entreprises naissantes. Elles étaient 14 en 2006 avec des projets de création de nouvelles pépinières dans les Hauts-Plateaux et le Sud.

Les incubateurs d'entreprises en collaboration avec le MESRS <sup>1</sup> et l'ANRDT <sup>2</sup>	Créés au niveau des principaux pôles universitaires.
Les Directions de wilaya	Ce sont des sources d'informations.
Les centres de facilitations	C'est des structures d'accompagnement, d'encadrement et d'appui et d'orientation des investisseurs porteurs de projets.

Source : CNAS

### 3-La PME en Algérie : le cadre général

Avec ses spécificités, sa souplesse, son adaptabilité et sa créativité, la PME est considérée comme étant un moteur de croissance et de développement d'un pays.

#### 3-1-La définition de la PME en Algérie :

Les PME sont présentes dans des activités très diverses dans plusieurs secteurs. On peut considérer, une PME, le petit artisan qui vend ses produits sur le marché, ou bien une entreprise internationale. Les petites et moyennes entreprises constituent un groupe hétérogène et elles se distinguent entre elles par le niveau de compétence de leurs salariés, le nombre d'employés et le montant de son capital.

Il n'existe pas une définition unique et universelle de la PME. Cette dernière varie selon les critères tenus dans chaque pays. Ces critères concernent généralement : l'effectif, le montant du chiffre d'affaire ou le total de bilan de l'entreprise. L'union européenne fixe le nombre des salariés dans les PME à 200 ou 250, le Japon à 300 salariés et 500 salariés aux Etats Unis. (Kerzabi, Tayebi et al., 2019)

D'après le journal officiel de 11 Janvier 2017, la PME est définie comme « quel que soit son statut juridique, comme étant une entreprise de production de biens et/ou de services :

- ✓ Employant une (1) à deux cent cinquante (250) personnes ;
  - ✓ Dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas quatre (4) milliards de dinars algériens ou dont le total du bilan annuel n'excède pas un (1) milliard de dinars algériens ;
  - ✓ Et qui respecte le critère d'indépendance.
- **La moyenne entreprise** est définie comme une entreprise employant de cinquante (50) à deux cent cinquante (250) personnes dont le chiffre d'affaires annuel est compris entre quatre cent (400) millions de dinars algériens et quatre (4) milliards de dinars algériens ou dont le total du bilan annuel est compris entre deux cent (200) millions de dinars algériens et un (1) milliard de dinars algériens.
  - **La petite entreprise** est définie comme une entreprise employant de dix (10) à quarante-neuf (49) personnes dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas quatre cent (400) millions de dinars algériens, ou dont le total du bilan annuel n'excède pas deux cent (200) millions de dinars algériens.
  - **La très petite entreprise « TPE »** est définie comme une entreprise employant de un (1) à neuf (9) personnes et réalisant un chiffre d'affaires annuel inférieur à quarante (40)

<sup>1</sup> MESRS : Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.

<sup>2</sup> ANRDT : Agence Nationale pour la Recherche et le Développement Technologique.

millions de dinars algériens, ou dont le total du bilan annuel n'excède pas vingt (20) millions de dinars algériens.» (Le journal officiel de la République Algérienne, Janvier 2017.) .

### 3-2-La répartition des PME algériennes :

L'économie algérienne a connu une dynamique entrepreneuriale appréciable, dans la mesure où les autorités ont mis en place un système d'incitation à la création des entreprises et encouragé le développement des investissements notamment privés, pour les faire participer à l'effort de développement du pays et rétablir l'Etat dans son rôle de régulateur.

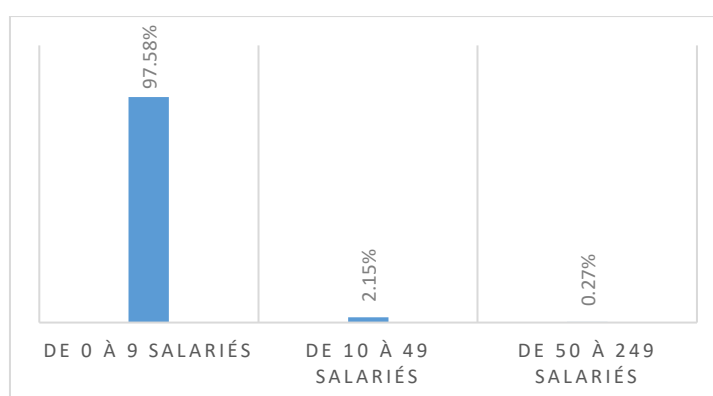
Cela s'est fait par l'instauration d'un nouveau cadre juridique plus encourageant et libérateur soutenu par, entre autres, la loi sur la monnaie et le crédit de 1990, le code des investissements en 1993, modifiée en 2003 puis en 2006, la loi sur la privatisation, la loi d'orientation des PME.

Ces efforts ont impacté la dynamique de création des entreprises en Algérie, qui a connu un essor remarquable depuis l'engagement de toutes ces réformes, favorisée par les politiques publiques incitatives en termes d'encadrement institutionnel, d'aides, de réglementation et de mise à niveau. En effet, le nombre de PME activant sur le territoire national au 31/12/2022 est de **1 286 365**.

#### 3-2-1-La répartition des PME par taille :

A la fin de l'année 2021, le nombre des PME est composé de 97,58% de Très Petite Entreprise<sup>3</sup> soit un nombre de 53 952, qui demeurent fortement dominante dans le tissu économique, suivie par la Petite Entreprise avec 2,15% et la Moyenne Entreprise avec 0,27% tels présentés dans la figure ci-dessous :

**Figure 01 : La répartition des PME selon la taille.**



Source : Réalisé par l'auteur à partir des données du bulletin d'information statistique de la PME, 2022.

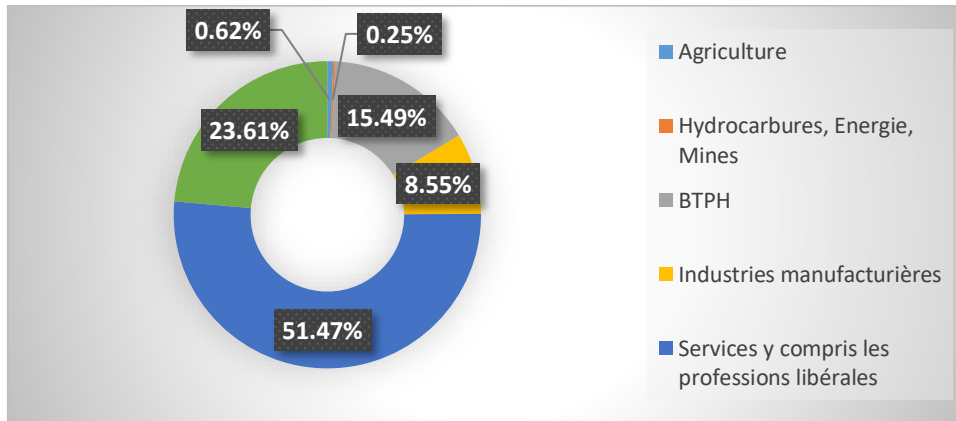
#### 3-2-2-La répartition des PME en Algérie par secteur :

Selon les données statistiques du ministère de l'industrie et de la PME, à la fin de l'année 2022, plus de la moitié des PME algériennes activent dans le secteur des services et représentent une part de 51,47%, soit un nombre de 662 185 PME. Suivi par le secteur de l'artisanat en seconde

<sup>3</sup> L'effectif de moins de 10 salariés.

position et représente une part de 23,61%, soit un nombre de 303 605 PME. En troisième position, il vient le secteur des BTPH et représente une part de 15,49%, soit un nombre 662 185 PME. Les reste des secteurs représentent des parts de : 8,55%, 0,62% et 0,25% pour les secteurs des industries manufacturières, l'agriculture et des hydrocarbures et des mines respectivement. La figure suivante illustre la répartition du nombre des PME algériennes par secteur d'activité.

**Figure 02 : La répartition des PME en Algérie par secteur.**



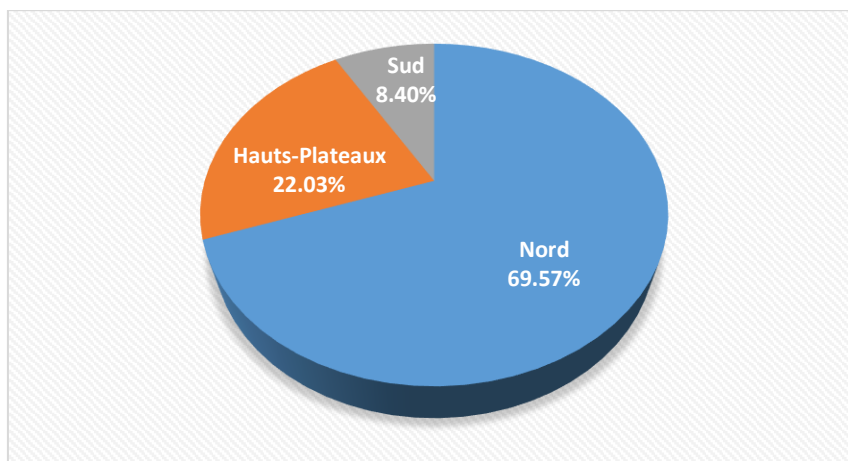
Source : Réalisé par l'auteur à partir des données du bulletin d'information statistique de la PME, 2022.

### 3-2-3-La répartition des PME en Algérie par région :

Selon la répartition spatiale du Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT), les PME sont prédominantes dans le Nord et, à un degré moindre, dans les Hauts-Plateaux.

La région du Nord regroupe, 894 882 PME, soit près de 69,57 % des PME du pays, suivie par la région des Hauts-Plateaux avec 283 416 PME soit 22,03 %, et les régions du Sud et du Grand Sud accueillent 108 068 PME représentant 8,40% du total. La figure ci-dessous illustre la répartition spatiale des PME en Algérie.

**Figure 03 : La répartition spatiale des PME en Algérie.**



Source : Réalisé par l'auteur à partir des données du bulletin d'information statistique de la PME, 2022.

#### 4-La contribution de la PME à la croissance économique en Algérie :

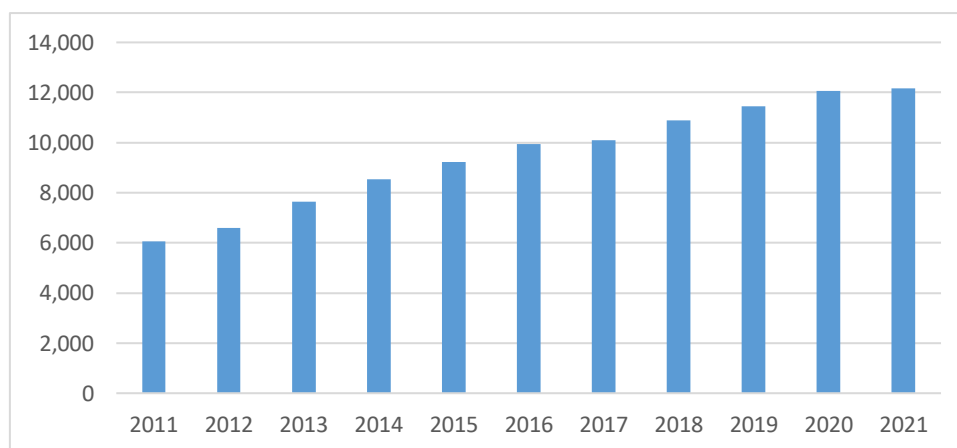
La place et le rôle des PME dans l'économie suscitent souvent une large discussion. En Algérie, le secteur privé a connu un regain d'intérêt depuis la fin des années 80 et avant cette période leur rôle était marginalisé et occupé souvent le second rang après la grande entreprise publique. Suite aux efforts fournis par les pouvoirs publics au profit de la promotion de la privatisation en Algérie et l'ensemble des programmes et dispositifs d'incitation à la création de PME, la population de celle-ci a connu croissance significative ces dernières décennies.

En effet, au 31/12/2021 le nombre de PME en Algérie compte 1 286 365, dont 99,98% représente la part des PME du secteur privé soit un nombre de 1 286 140 et seulement une part de 0,02% du total des PME représente les PME du secteur publiques, soit un nombre de 225 entreprises.

##### 4-1-En termes de création de richesse :

En termes de création de richesse, la lecture des données de la figure 04 nous montre que, le PIB hors hydrocarbure réalisé par les PME algériennes a connu une croissance significative en dix ans, passant d'une valeur de 6 061 Mds dinars en 2011 à une valeur de 12 165,12 Mds dinars en 2021.

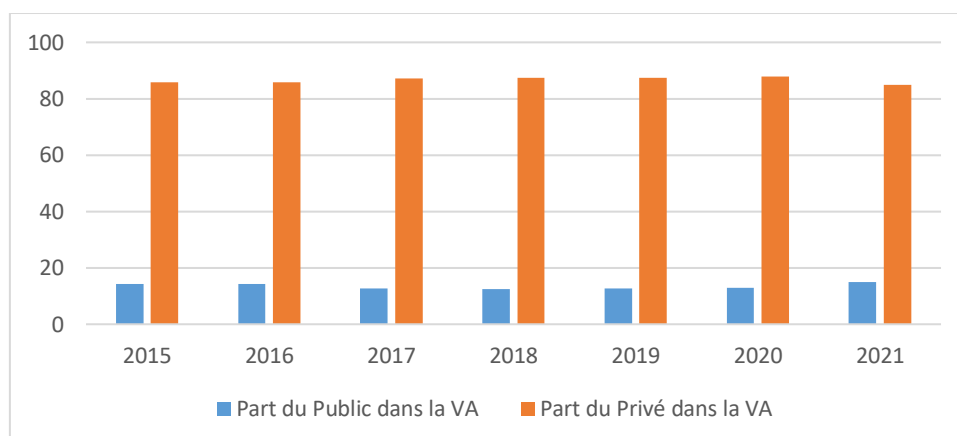
**Figure 04 : Evolution de la valeur du PIB hors hydrocarbure réalisé par PME algériennes. (2011-2021) en Mds DA.**



Source : Réalisé par l'auteur à partir des données des bulletins de l'information statistique de la PME, (2011-2022).

La figure suivante illustre l'évolution de la part de la valeur ajoutée réalisée par les PME publiques et privées pour la période (2015- 2021).

**Figure 05 : Evolution de la part de la valeur ajoutée hors hydrocarbures par secteur juridique durant (2015-2021)**



Source : Réalisé par l'auteur à partir des données statistiques ONS.

Nous pouvons constater que, la prédominance de la part de la valeur ajoutée réalisée par les PME privées, et elles réalisent des parts dépassant les 85% de valeur ajoutée depuis 2015 jusqu'au 2021. En effet, celle-ci passe d'une valeur de 7 924.51 Mds DA en 2015 à une valeur de 10 337.24 Mds DA en 2021 telles présentés dans le tableau 02. Pour ce qui des PME publiques, elles réalisent des parts ne dépassant pas les 15%, passant d'une valeur de 1 313.36 Mds Dinars en 2015 à une valeur de 1827.87 Mds Dinars en 2021 de valeur ajoutée durant la période d'étude (2015-2021).

**Tableau 02 : Evolution de la valeur de valeur ajoutée hors hydrocarbures par secteur juridique durant (2015-2021). En Mds DA.**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>VA Public</b>	1313.36	1414.65	1291.14	1362.21	1449.22	1299.91	1827.87
<b>VA Privé</b>	7924.51	8529.77	8815.62	9524.41	10001.3	9326.55	10337.24
<b>Total</b>	9237.87	9943.92	10106.76	10886.62	11450.6	10626.46	12165.12

Source : Réalisé par l'auteur à partir des données statistiques ONS.

#### **4-2-En termes de création d'emploi :**

En Algérie, la tendance constatée vers la fin des années 90 dans l'évolution du taux de chômage en Algérie a continué à s'inscrire globalement à la baisse, en raison de la contribution des PME à créer de l'emploi, comme le montre le tableau suivant :

**Tableau 03 : Evolution des emplois déclarés par type de PME durant (2020-2021)**

Type de PME	2020		2021		Evolution (%)
	Nombre	La part (%)	Nombre	La part (%)	
<b>Les PME privées</b>					
Salariés	1 737 774	58,13	182 8720	58,33	5,23
Employeurs	1 230 844	41,17	128 6140	41,03	4,49
S/Total	2 968 618	99,30	3 114 860	99,36	4,93
<b>Les PME publiques</b>	20 898	0,70	20 108	0,64	-3,78
Total	2 989 516	100,00	3 134 968	100,00	4,87

Source : CNAS/CASNOS/ECOFIE<sup>4</sup>.

D'après les données du tableau précédent, le secteur privé occupe une place primordiale dans sa contribution à la création d'emplois avec une part de 99,36% contre une part de 0,64% auprès des PME publiques en 2021.

Les pouvoirs public algériens ont pris conscience de l'importance des PME à travers leur contribution à la création d'emplois et à réaliser des parts considérables dans l'économie algériennes.

### **5-Les caractéristiques des PME algériennes :**

La plupart des PME algériennes ont été créées au cours de la période 1995-2000 par de jeunes entreprises à l'aide des différents organismes de soutien. Elles sont considérées comme un acteur majeur de performance économique du pays. Ces PME ont des caractéristiques différentes et varient d'un secteur d'activité à l'autre selon la dimension de l'entreprise et la région de son implantation.

#### **5-1-Les caractéristiques organisationnelles :**

La gestion au sein de la PME algérienne est caractérisée d'une manière générale par des rapports hiérarchiques de soumission au père ou de l'aîné de la famille. Ces derniers sont eux qui possèdent sans partage le pouvoir stratégique. La caractéristique de concentration du pouvoir autour de la personne du propriétaire-dirigeant est renforcée et même légitimité dans le contexte socioculturel algérien.

Pour ce qui est du capital de l'entreprise, il est généralement constitué de fonds propres et de prêts informels au sein de la famille et qui est considéré comme incessible et indivisible même en cas de disparition du dirigeant. La gestion du patrimoine est marquée par la prudence et la sécurité. Cependant, le recours aux capitaux étrangers (au cercle familial), le partenariat ou la fusion représentent des pratiques non encore utilisées. (SELHAMI, 2013)

#### **5-2-L'insuffisance en terme compétences technologiques :**

Au sein des PME algérienne, il y a un manque de maîtrise des technologies et des nouveaux savoirs pour soutenir le processus de l'innovation. En effet, les compétences internes des PME

<sup>4</sup> Les données du bulletin d'information statistique de la PME, 2022.

algériennes (chercheurs, techniciens, agents de production et de commercialisation devant pouvoir absorber les opportunités technologiques) sont désormais faibles. A ce titre, il faut souligner qu'en Algérie, il n'existe pas de soutien financier des pouvoirs publics à la formation pour les petites et moyennes entreprises afin d'améliorer leurs compétences technologiques. (HAUDEVILLE B, BOUACIDA R Y, 2018)

### **5-3-Un environnement défavorable au développement des PME :**

L'environnement économique et social de l'Algérie ne motive pas le développement des entreprises en général et les PME en particulier. Cet environnement est caractérisé par un poids considérable du secteur de l'informel et un climat qui est parmi les plus défavorables au monde. Toutefois, les PME Algériennes présentent des caractéristiques communes avec d'autres pays telles que la centralisation de la gestion ; le processus de décision peu formalisé ; la faible spécialisation du travail ; le système d'information et communication peu organisé et de petite taille avec une structure simple fixe.

En d'autres termes, les PME algériennes possèdent des caractéristiques suivantes (SI LEKHAL et al, 2013)

- Une structure financière souvent fragile et la prédominance du capital amical (familial),
- Une concentration relative dans les secteurs de la production des biens de consommation et des services,
- Prépondérance des micros-entreprises (97,58% de TPE (effectif de moins de 10 salariés), soit 53 952 TPE qui demeurent fortement dominante dans le tissu économique en fin 2021<sup>5</sup>)
- Compétence et qualification professionnelles des dirigeants des PME sont souvent non justifiées (faible capacité managériale)
- Manque d'encadrement technique,
- Faiblesse de l'accumulation technologique,
- Quasi-absence de l'innovation et manque d'inventivité,
- Faiblesse de l'activité de sous-traitance,
- Manque d'informations fiables, pertinentes et actualisées,
- Une grande souplesse structurelle et un manque de spécialisation.

### **6-Les contraintes liées au développement des PME en Algérie :**

Les PME algériennes sont soumises à des contraintes multiformes d'intensité variable. Une étude de la banque mondiale (2003) a fait apparaître les freins rencontrés par les dirigeants des PME, selon la hiérarchie décroissante. Ces freins se résument d'après cette étude comme suit : la compétition de l'informel, l'accès aux crédits, le coût du crédit, les taux d'impôts, les incertitudes sur la politique économique, les délais bancaires, la corruption, l'administration fiscale, l'accès au foncier, l'accès aux devises, les douanes / réglementations, l'enregistrement de l'entreprise, la pénurie de main d'œuvre qualifiée, les services portuaires, l'accès au téléphone, la législation du travail et l'accès à l'énergie. Ces obstacles qui freinent le développement des PME ne sont pas forcément appréhendés dans le même ordre par tous les

---

<sup>5</sup> Selon les données du bulletin d'information statistique de la PME 2022.

dirigeants-proprétaires, et se différencient selon la nature des activités. (SI LEKHAL, KORICHI, ABOUSSA, 2013)

### **6-1-Les contraintes financières :**

Le principal élément freinant le développement des PME en Algérie est l'accès au financement. Elles rencontrent d'importantes difficultés pour disposer de services financiers appropriés et adéquats. Les agences bancaires évitent de prendre des risques excessifs en matière de distribution de fonds. Pour se prémunir contre ce risque supposé élever, les banques exigent des garanties réelles que la quasi-totalité des PME est dans l'incapacité d'offrir. Ce qui représente une pression psychologique sur l'entreprise et les exclut tout naturellement des financements bancaires.

En effet, le coût du crédit est élevé, les garanties exigées par les banquiers sont excessives et les délais de traitement des demandes de crédit et des opérations sont trop longs. De plus, l'appui des banques est inadéquat aux besoins de financement des PME. Les procédures d'octroi de crédit sont lourdes et non adaptées aux nouvelles données économiques (les banques n'ayant pas encore achevé leurs transformations aux nouvelles exigences du marché libre) et l'absence de la notion de la prise de risque partagée chez les institutions de financement, sont autant de facteurs contraignant l'accès au financement bancaire. (HADJI et LEBIG, 2021)

### **6-2-Les contraintes liées au foncier industriel :**

Le problème du foncier industriel représente l'une des contraintes majeures du développement des PME en Algérie. Parmi ces contraintes on retrouve (SI LEKHAL, KORICHI, ABOUSSA, 2013) :

- Le manque de transparence dans le traitement des dossiers présente un obstacle sérieux pour la promotion des investissements.
- Les procédures d'accès au foncier sont lourdes et très longues (le temps moyen d'acquisition est entre 1 et 5 ans).
- La situation est plus critique pour les petites entreprises, par des immobilisations financières importantes pour l'acquisition des terrains industriels, souvent faite au détriment de l'acquisition des équipements nécessaires à l'exercice de leurs activités d'exploitations et d'investissements.

En d'autres termes, l'accès au foncier industriel demeure très difficile pour les PME algériennes et cela en termes de sa disponibilité, des démarches administratives, de prix et de modalités de paiement, de régulation...etc.

Il faut ajouter qu'en termes du statut juridique des assiettes foncières, la plupart des entrepreneurs installés ne possèdent pas d'actes légaux de propriétés authentiques.

En dépit de tous les efforts des autorités publiques, avec la création du guichet unique CALPI, la problématique de la multiplication des intervenants n'a pas été réglée, et son rôle s'est avéré principalement d'ordre administratif entre les diverses institutions : l'administration des domaines, Assemblées Populaires Communales, les agences foncières et autres organismes.

### **6-3-Les contraintes liées au marché du travail :**

Le marché du travail en Algérie demeure instable du fait qu'il présente de multiples insuffisances à savoir (SI LEKHAL, KORICHI, ABOUSSA, 2013) :

- Le manque important des spécialistes et des experts en gestion et en management et des techniciens qualifiés.
- L'existence d'importantes contraintes en matière de gestion des ressources humaines (la gestion des contrats, des procédures et des coûts de licenciement...).
- Le manque d'instituts de formations spécialisées et la faiblesse de la qualité des enseignements assurés.
- L'inadaptation des formations dispensées par les universités avec les besoins réels des entreprises et en matière des techniques modernes de management, gestion et de marketing.
- L'insuffisance en termes de la pratique des langues étrangères chez la plupart des nouveaux diplômés.

### **6-4-Les contraintes liées aux procédures administratives :**

En dépit des effets de la stratégie de libéralisation prônée dans le cadre de l'ajustement structurel, l'économie algérienne reste très contrôlée et l'assouplissement du cadre administratif dans lequel activent les PME apparaît comme un processus graduel et progressif dans un environnement très caractérisé par l'expérience socialiste. Autrement dit, l'administration publique algérienne est devenue un obstacle majeur à l'émergence d'une économie de marché, basée sur la libre concurrence et la promotion de l'investissement privé.

L'une des contraintes les plus rencontrées par les PME algériennes au cours de chaque phase de leur développement (création, croissance...) est bien celui de la complexité des démarches administratives. Les contraintes administratives qui se traduisent par la nature des règles formelles, et les dossiers exigés par les différentes structures (le registre de commerce par la CNRC, autorisation d'exploitation par les services de la Wilaya, l'attestation d'hygiène, l'attestation d'éligibilité, l'attestation de conformité et autres) et surtout le manque de coordination entre ces structures poussent parfois les promoteurs à détourner leur projet de son objectif initial ou à le localiser dans d'autres territoires ou carrément à abandonner leur initiative. (BERRAH K, BOUKRIF M, 2013)

Ces obstacles sont accentués par le manque de transparence ou l'inexistence d'informations entre les différents partenaires qui, sont intégrés dans le processus de création d'entreprises : le promoteur, l'ANSEJ, l'ANDI, le Trésor, la banque, la caisse ou le fonds de garantie etc.

Le manque de l'information au niveau de ces organismes laissent sans réponse les diverses interrogations des jeunes promoteurs qui sont découragés et démotivés.

Par ailleurs, les pratiques bureaucratiques, la corruption marquent encore l'administration publique. Ses faibles performances sont dues principalement au fait qu'elle n'a jamais été l'objet d'une mise à niveau, tant de ses moyens que de ses méthodes de travail.

### **6-5-Les contraintes liées à la disponibilité d'informations :**

Le manque de l'information constitue l'un des obstacles majeurs pour les dirigeants des PME notamment ceux désirant se développer à l'international. Par ailleurs, la réalité de l'économie algérienne est caractérisée par un manque flagrant en matière de disponibilité de l'information. (SI LEKHAL, KORICHI, ABOUSSA, 2013)

La contrainte du manque d'information fiable et actualisée, à caractère économique, financier et commercial, est à souligner :

- Absence de banques de données statistiques et d'un système d'informations national.
- Manque de données et des études de marché (national, régional et local).
- Difficultés d'accès aux sources d'informations spécialisées et à Internet qui est jusqu'à présent peu utilisé dans le monde des affaires (80 % des PME algériennes n'ont pas accès à Internet).
- Indisponibilité de données et d'orientations sur les opportunités d'investissements.
- Manque d'informations sur la concurrence et les pratiques des opérateurs économiques.

Une autre étude menée par SEKKAL H, après une enquête effectuée auprès de 24 entreprises situées dans la wilaya d'Oran. Les résultats obtenus dans cette étude montrent qu'il existe deux catégories de collecte externe à savoir :

- **L'information informelle** : elle est fournie le plus souvent par les clients (62% des cas), moins souvent par les fournisseurs (20% des cas) ou la presse (8% des cas). Ainsi, les foires internationales constituent pour les entrepreneurs, le lieu le plus fiable en matière de collecte d'information, mais son coût étant très élevé, tous ne peuvent pas y accéder.
- **L'information formelle** : 50% des personnes interrogées dans cette étude se plaignent de l'absence totale de l'information quant aux autres, leur source est : la chambre de commerce (16%), la presse indépendante (12%), le journal officiel (8%), le réseau commercial (4%). (SEKKAL, 2018)

### **6-6-Les contraintes liées aux activités informelles dites souterraines (SI LEKHAL, KORICHI, ABOUSSA, 2013) :**

Le secteur informel est un secteur non structuré, qui signifie en d'autres termes les appellations d'économie souterraine ou d'économie parallèle. Ce secteur désigne les différentes unités de production exerçant leurs activités hors des circuits économiques et financiers formels, dans la clandestinité, sans remplir les procédures légales de création (registre de commerce) et / ou de fonctionnement et d'exploitation (déclaration des impôts).

En Algérie, on définit comme « formel non déclaré » l'ensemble des entreprises non agricoles enregistrées administrativement mais qui ne déclarent pas leurs existences aux services de la fiscalité, à la CNAS ou à la CASNOS (non-paiement des impôts).

Dans leur enquête de terrain sur un échantillon de 482 micro-entrepreneurs algériens, les auteurs ADAIR. P & HAMED. Y, il s'est avéré que, 335 sont informels, soit une part de 69,5 % des petites entreprises selon trois critères, à savoir :

- la non-teneur de la comptabilité.
- le non-paiement des impôts.
- l'absence d'enregistrement.

Majoritairement, elles exercent une activité mixte, qui se présentent en quatre catégories : les formels, les formels non enregistrés, les formels-informels et les informels purs.

Cependant, l'absence d'estimation fiable sur la dimension et le poids de l'économie cachée en Algérie, l'enquête nationale auprès des ménages de l'Office Nationale des Statistiques de 2007 avance que 2/3 des micro-entrepreneurs se déclinent en « informels » dans l'ensemble de l'activité économique.

A cet effet, l'environnement socioéconomique de la PME algérienne reste prédominé par le secteur informel. Ses manifestations sont diverses et concernent plusieurs domaines, à savoir :

- La non-déclaration ou la sous-déclaration des ressources humaines, financières et même techniques et /ou technologiques ;
- La fraude fiscale ;
- La pratique de la non-facturation, la sous-facturation et de la surfacturation ;
- La concurrence déloyale des importateurs qui réussissent à contourner les barrières tarifaires.

### **Conclusion**

À travers ce papier, nous avons essayé d'analyser la contribution des PME à la croissance économique en Algérie. Nous avons pu constater que, les PME en Algérie ne cessent d'occuper une place de plus en plus remarquable dans l'économie, et cela grâce à la création d'emploi et de richesse, d'une part, et d'autre part de diversifier une économie axée principalement sur les recettes des hydrocarbures.

L'analyse des différentes données statistiques relatives aux PME algériennes montrent que ces dernières occupent une position importante dans l'activité économique du pays. Elles assurent une intégration économique et le développement des régions par sa contribution à la création des richesses et de nombreux emplois. Par conséquent, elles constituent un élément indispensable dans le processus de diversification économique.

L'apport de la PME dans l'économie algérienne est en progression malgré des nombreux obstacles rencontrés, et un parcours truffé de problèmes et de freins qui ont poussé à l'étendue du secteur informel.

## Bibliographie

- AMARI S.E.S, Sadouki G. (2021, Décembre). L'importance des PME privées algériennes dans la croissance économique. «*EL-Manhel Economique, volume 04, Numéro 03*», Université 683 El Oued , Algérie, pp. 683- 696.
- Badri. A. (2015). PME territoriales et développement régional en Algérie : Défis et perspectives. *Thèse de Doctorat en sciences économiques, Université de Tlemcen.*
- BERRAH K, BOUKRIF M. (2013). La problématique de la création des entreprises : une application sur les PME algériennes. *Conférence internationale sur l'économie et gestion des réseaux. Maroc.*
- Davcik, N. S., Cardinali, S., Sharma, P., & Cedrola, E. (2021). Exploring the role of international R&D activities in the impact of technological and marketing capabilities on SMEs' performance. *Journal of Business Research, Vol.128*, pp. 650-660. Récupéré sur <https://doi.org/10.1016/j.jbusres.2020.04.042>
- Dobbs, M., & Hamilton, R. T. (2007). Small business growth : Recent evidence and new directions. *International Journal of Entrepreneurial Behavior & Research, Vol.13, No.5*, pp. 296-322. Récupéré sur <https://doi.org/10.1108/13552550710780885>
- Gebremarian. G.H., Gebremedhin. T.G. et Jackson. R.W. (2004). The role of small business in economic growth and poverty alleviation in West Virginia: An empirical analysis. *Research Paper N° 10.*
- GEM. (2020). GEM Global Report 2019/2020.
- Gharbi. S. (2011). Les PME/PMI en Algérie : Etat des lieux. Document de travail. *Cahiers du LAB.RII, N° 238.*
- HADJI et LEBIG. (2021, Juin 1). Les obstacles de financement des PME en Algérie. *Revue de Financement, Investissement et Développement Durable*, pp. 479-502.
- HAUDEVILLE B, BOUACIDA R Y. (2018). Transition du régime de croissance algérien et recomposition des économies du Maghreb. *Volume 17*. Récupéré sur <https://www.asjp.cerist.dz/en/downArticle/49/17/1/53063>
- Kadri. M. (2013). Relation entre PME et emploi en Algérie : Quelle réalité ? *Evaluation des effets des programmes d'investissements publics 2001 - 2004 et leurs retombées sur l'emploi, l'investissement et la croissance économique, le 11 et 12 Mars* . Université de Sétif 1, Algérie.
- Kerzabi D, Kerzabi Z. S, Tayebi A. (2019, Juin). Le rôle des PME dans la croissance économique en Algérie. *Journal of Economic Integration, Vol: 07 - Issue: 02* .
- Le Bureau International du Travail. (2015). *Conférence internationale du travail, 104e session : Les petites et moyennes entreprises*. Genève.
- Lecture. M. (1996). PME et croissance économique : L'expérience française des années 1920. *Economica, Collection Economies et Sociétés Contemporaines, Paris*, p. 350.
- OCDE. (2020). Financing SMEs and Entrepreneurs 2020 : An OECD Scoreboard. OECD.
- SEKKAL. (2018). FORCES ET FAIBLESSES DES PME(S) PRIVEES ALGERIENNES : une analyse empirique à partir des enquêtes de 1995 et 2012. (U. d. AHMED, Éd.) Récupéré sur <https://ds.univ-oran2.dz:8443/jspui/handle/123456789/2549>
- SI LEKHAL, KORICHI, ABOUSSA. (2013). *Les PME en Algérie : Etat des lieux, contraintes et perspectives*.

- Wang, H., Feng, J., Zhang, H., & Li, X. (2020). The effect of digital transformation strategy on performance : The moderating role of cognitive conflict. *International Journal of Conflict Management, Vol.31, No.3*, pp. 441-462. Récupéré sur <https://doi.org/10.1108/IJCMA-09-2019-0166>
- Zoppelletto, A., Bullini Orlandi, L., & Rossignoli, C. (2020). Adopting a digital transformation strategy to enhance business network commons regeneration : An explorative case study. *The TQM Journal, Vol.32, No.4*, pp. 561-585. Récupéré sur <https://doi.org/10.1108/TQM-04-2020-0077>